



Independent observer
of the Global Fund

L'AUDIT DU BIG AU SOUDAN DU SUD SOULÈVE DES QUESTIONS SUR LA GESTION DES SUBVENTIONS DANS LES ENVIRONNEMENTS OPÉRATIONNELS DIFFICILES

Un audit du Bureau de l'Inspecteur Général sur les programmes au Soudan du Sud affirme que si les systèmes de contrôle financier et fiduciaire au niveau des bénéficiaires principaux sont efficaces, il y a des faiblesses dans la gestion des subventions et des services de santé, dans la gouvernance et le suivi. Le [rapport](#) de cet audit a été publié le 5 octobre dernier.

Quatre subventions ont été auditées, trois d'entre elles sont gérées par le PNUD. Le bénéficiaire principal pour la 4ème est PSI (Population Services international).

Le BIG note que le Soudan du Sud est un environnement difficile sur le plan opérationnel. La fourniture de services dans le secteur de la santé est compliquée par les problèmes sécuritaires, les faibles capacités (particulièrement dans le domaine des ressources humaines) et les systèmes de santé défaillants après des décennies de conflit. Selon le BIG, ces données sont aggravées par le fait que les routes sont impraticables pendant la saison des pluies et que le nombre de réfugiés et de personnes déplacées ne cesse d'augmenter.

L'analphabétisation est un problème majeur au Soudan du Sud où seulement 10% du personnel de santé est réellement qualifié pour occuper les fonctions occupées. La santé dépend fortement de l'aide extérieure : seulement 4% du budget du gouvernement est consacré à ce secteur.

Le champ de cet audit était très limité car les agences onusiennes ne peuvent être auditées que par les organes de surveillance de l'ONU. Le BIG note que le rapport du Bureau d'Audit et d'Enquête du PNUD publié en février dernier évalue le bureau du PNUD au Soudan du Sud comme partiellement satisfaisant

ce qui signifie que « les contrôles internes et des procédures de gestion des risques sont établis et fonctionnels mais nécessitent des améliorations ».

En dépit de cet environnement difficile, le Fonds mondial et ses partenaires de développement ont apporté d'importantes contributions dans la lutte contre les trois maladies dans le pays. Cependant, les défis restent nombreux en ce qui concerne le financement et le suivi des programmes.

Par exemple, le nombre de personnes sous ARV (8500 en juin 2014) représente seulement 12% des 72000 personnes éligibles au traitement ; 35% seulement des personnes co-infectées (TB-VIH) reçoivent des soins et contrairement à la stratégie recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé « Test, treat and track » (tester, traiter et faire un suivi), les soins contre le paludisme n'ont pas été précédés de test dans la plupart des cas augmentant le risque de développer des formes de résistance à la maladie.

Le BIG affirme que 26 des 46 établissements construits dans le cadre de la subvention « renforcement des systèmes de santé » ont des défaillances ou ne sont pas utilisés. Ces bâtiments sont en effet situés dans des zones d'insécurité, loin des villes, ont des défauts de construction ou ne disposent pas des équipements de base. Dans un environnement aussi difficile, le Bureau se demande s'il est pertinent de donner la priorité à de telles activités de développement sur la fourniture de soins.

L'Instance de Coordination Nationale (ICN) a des capacités limitées pour coordonner, hiérarchiser les priorités dans l'utilisation des ressources disponibles et garantir leur utilisation efficace. Le Fonds mondial a proposé des mesures pour réformer l'ICN mais elles n'ont pas encore fourni les résultats attendus.

Les conclusions de l'audit pose la question de la pertinence d'appliquer des procédures standard dans des environnements opérationnels difficiles comme le Soudan du Sud. Le BIG ajoute qu'il est impératif de continuer à évaluer les risques et de réviser l'efficacité des mesures de mitigation des risques. Cela n'a pas toujours été le cas selon le BIG et des risques majeurs n'ont pas pu être gérés correctement : la programmation des marchandises et des produits qui n'a pas été prise en compte, des erreurs dans les données envoyées au Secrétariat et des équipements et des bâtiments payés par le Fonds mondial qui n'ont pas été utilisés.

Si les RP ont généralement des systèmes de contrôles adéquat pour atténuer les risques financiers et fiduciaires, les mêmes risques au niveau des sous-réциpiendaires n'ont pas été bien gérés. Le BIG a notamment identifié des transactions à hauteur de \$935,138 de la part d'un sous-réциpiendaire, sans documentation programmatique et financière pour les justifier. Par conséquent, le Secrétariat a renforcé le rôle de surveillance de l'Agent Local du Fonds et a instauré une politique de zéro liquidité.

[Read More](#)
